

Crise de la société, féminisme et changement

Diane Lamoureux

Volume 4, numéro 2, 1991

Unité/Diversité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057661ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057661ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lamoureux, D. (1991). Compte rendu de [*Crise de la société, féminisme et changement*]. *Recherches féministes*, 4(2), 164–166.

<https://doi.org/10.7202/057661ar>

RÉFÉRENCES

- BERQUE, Jacques
1990 *Coran*. Paris, Sindbad.
- TABET, Naïma
1982 *Conception et image de la femme dans le contexte culturel marocain*.
Thèse de doctorat de 3^e cycle en sciences de l'éducation, Université de
Bordeaux II, Bordeaux.

M'hammed Mellouki
Département d'administration
et politique scolaires
Université Laval

Groupe d'études féministes de l'Université Paris VII (G.E.F.) :
Crise de la société, féminisme et changement. Paris, Revue d'en face/Éditions
Tierce, 1991, 265 p.

Cet ouvrage réunit des communications qui ont été présentées lors d'un colloque tenu en avril 1988 à la Sorbonne. Cette formule engendre deux types de problèmes : d'une part, une très grande hétérogénéité entre les textes ; d'autre part, un décalage temporel qui permet mal de prendre le pouls des études féministes, actuellement, en France. Mentionnons d'emblée que, à la différence de beaucoup de groupes français, le GEF ne prétend pas constituer le seul lieu des études féministes : les contributions d'autres groupes d'enseignement ou de recherche sont fréquemment mentionnées et certaines présentations ont été l'œuvre d'autres groupes d'études féministes.

L'introduction de Françoise Basch nous permet de situer le colloque dans le cadre général du développement des études féministes en France, développement qui est mis en contraste avec ce qui existe aux USA. Cette introduction insiste tout particulièrement sur la dette des études féministes par rapport au mouvement féministe. Ce même thème se retrouve dans la conclusion de Françoise Picq et marque plusieurs des communications. Quant à l'introduction au colloque lui-même faite par Françoise Barret-Ducrocq, elle permet de mieux en cerner les objectifs.

L'ouvrage est divisé en trois parties. La première, intitulée « aspects du féminisme », traite de divers questionnements induits par le féminisme. La deuxième, « féministes : ici, là et ailleurs », rend compte de certaines expériences du féminisme aux USA et en France. La troisième, « féminisme et sociétés : quels changements ? » explore les effets sociaux et théoriques du

féminisme. Le caractère général des sous-thèmes laisse présager de la diversité des sujets qui y seront abordés.

La première partie débute en effet par une réflexion de Liliane Kandel autour du slogan « le personnel est politique » qui souligne la difficulté qu'a rencontrée le féminisme dans sa réflexion sur le politique. On passe ensuite à la maternité alors que Marie-Josèphe Dhavernas met en lumière les ambiguïtés du féminisme à l'égard de la maternité. Quant à Nicole Gabriel, elle aborde le rôle des mères et l'impensé maternel dans le féminisme ouest-allemand. De la maternité, virage sur le lesbianisme alors que des chercheuses du Centre lyonnais d'études féministes (CLEF – Les deux articles sont signés par Catherine Guinchard, Annick Houel, Brigitte Lhomond, Patricia Mercader et Helga Sobota) s'interrogent sur le rôle des lesbiennes dans le mouvement féministe à Lyon, tandis que Claudie Lesselier brosse un tableau des rapports difficiles entre hétérosexuelles et lesbiennes dans le mouvement parisien. Cette première partie se termine avec un article de Béatrice Slama qui revient sur un espoir, « quand la parole, l'écriture, étaient l'affaire de toutes... », pour montrer comment, malgré les volontés affirmées, il ne s'est jamais concrétisé dans le féminisme français.

La deuxième partie, malgré son titre, est très franco-française. Elle s'ouvre pourtant sur une contribution de Judith Ezekiel basée sur une étude du mouvement féministe à Dayton, Ohio. Toutes les autres présentations portent sur la France. Les chercheuses du CLEF de Lyon font état d'une enquête sur ce qui a poussé certaines femmes vers le féminisme et sur ce qu'il leur a permis de réaliser. Les contributions de Liliane Kandel, Nadja Ringart et Françoise Picq font pour leur part état d'une recherche sur les initiatrices du mouvement féministe parisien.

La troisième partie est encore plus disparate. Mariette Sineau, reprenant les conclusions de son ouvrage sur les femmes élues à des responsabilités politiques, insiste sur la dette qu'elles ont, sans toujours le reconnaître, envers le féminisme. Michèle Bordeaux s'intéresse, pour sa part, aux « retombées juridiques du mouvement féministe » dans la perspective des fluctuations du mouvement français dans son recours à la loi. Michèle Ferrand rend compte de l'itinéraire théorique de l'Atelier Production/Reproduction, tandis que Danièle Combes explique pourquoi ce même groupe a été amené à penser en termes de rapports sociaux de sexe plutôt qu'à l'aide de la notion de patriarcat. Enfin, Claude Zaïdman, l'une des rares détentrices d'un poste universitaire en études féministes en France, rend compte de son expérience d'enseignante confrontée aux changements de la population étudiante dans les cours d'études féministes.

Malgré leur caractère éclaté, ces contributions sont stimulantes parce qu'elles posent des questions théoriques et épistémologiques qui dépassent largement le contexte auquel elles les appliquent. Ainsi, nous sommes confrontées aux problèmes que pose au féminisme l'analyse de sa propre histoire, que ce soit sous l'aspect de la relation souvent problématique entre féministes lesbiennes et féministes hétérosexuelles, des rapports qui s'établissent entre les diverses « générations » féministes, celles-ci n'étant souvent séparées que de quelques années, ou encore sous l'angle de la difficulté que pose toute autohistoire. En outre, certaines questions, comme celle de la maternité, ont évolué avec le temps : comment poser la question du libre choix à une époque où les « acquis » concernant l'avortement sont

sérieusement remis en cause dans plusieurs pays occidentaux et où les féministes sont profondément divisées concernant les technologies de reproduction ? Comment poser également notre rapport avec les institutions politiques ou juridiques ?

Les contributions de cet ouvrage ne prétendent pas régler ces questions mais elles ont au moins le mérite de les poser en même temps qu'elles tentent de formaliser certaines avancées théoriques du féminisme dans le monde universitaire francophone. Elles auraient plus de chance d'esquisser des réponses si elles faisaient appel à l'ensemble des expériences de la réflexion féministe francophone (entre autres celle des Québécoises, mais aussi celle des Africaines), au lieu de se confiner à l'hexagone.

Le délai entre la tenue du colloque et la publication des actes nuit également à l'ouvrage. Ainsi la question du rapport au politique s'est-elle affinée lors des colloques et des ouvrages sur les femmes et la Révolution française. Par ailleurs, la table ronde internationale de l'Atelier Production/Reproduction a été le lieu d'échanges fructueux sur les questions d'ordre théorique et méthodologique. Les *Cahiers du GRIF* ont depuis lors organisé une rencontre européenne sur les études féministes qui permet de contextualiser le cas français. Tout cela ne peut évidemment pas être reproché aux auteures mais un texte d'actualisation n'aurait peut-être pas été inutile.

Si l'on revient maintenant aux objectifs qui ont été donnés à ce colloque à savoir les thèmes traités par le mouvement féministe des années 1970, l'histoire de cette génération féministe en comparant l'expérience française et celle du mouvement dans d'autres pays, et les contributions du féminisme à diverses disciplines (voir p. 15), on est un peu loin du compte. Il n'en demeure pas moins que toutes ces questions sont abordées sans que l'on puisse prétendre ni à l'exhaustivité ni au tableau général. À cet égard, le colloque a été largement tributaire des intérêts particuliers des chercheuses qui y ont été invitées.

Diane Lamoureux
Département de science politique
Université Laval

Patricia Stamp : *La technologie, le rôle des sexes et le pouvoir en Afrique*. Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 1989, 213 p.

Parmi la volumineuse production scientifique consacrée au thème « femmes et développement » figurent très peu d'ouvrages en langue française et très peu d'ouvrages canadiens, même en langue anglaise. Rédigé par la politologue Patricia Stamp et publié grâce à la section « *Women in Development* ou Rôle des sexes et développement » du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), celui-ci vient donc combler une double lacune ; la version anglaise, parue en 1989 sous le titre *Technology, Gender, and Power in Africa*, est d'ailleurs déjà suffisamment connue pour qu'on la retrouve dans les références de plusieurs articles récents.